FONTRIER, Marc. – *Abou-Bakr Ibrahim. Pacha de Zeyla. Marchand d'esclaves, commerce et diplomatie dans le golfe de Tadjoura 1840-1885*. Paris, L'Harmattan-Aresae, Bibliothèque Peiresc 15, 2003, 275 p.

Alain Gascon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/5795>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.5795

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 19 décembre 2005

ISBN : 978-2-7132-2049-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alain Gascon, « FONTRIER, Marc. – *Abou-Bakr Ibrahim. Pacha de Zeyla. Marchand d'esclaves, commerce et diplomatie dans le golfe de Tadjoura 1840-1885*. Paris, L'Harmattan-Aresae, Bibliothèque Peiresc 15, 2003, 275 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 179-180 | 2005, mis en ligne le 03 février 2006, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/5795> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.5795>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

FONTRIER, Marc. – *Abou-Bakr Ibrahim. Pacha de Zeyla. Marchand d'esclaves, commerce et diplomatie dans le golfe de Tadjoura 1840-1885*. Paris, L'Harmattan-Aresae, Bibliothèque Peiresc 15, 2003, 275 p.

Alain Gascon

- 1 L'auteur, dans un avertissement au lecteur, précise : « Ce petit ouvrage est sans prétention scientifique, il ne se veut pas livre savant, aucune ambition érudite ne le précède » (p. 11). Pourtant, quand on a refermé son livre, on pense tout le contraire : c'est un concentré d'érudition mais une érudition jamais pesante. M. Fontrier sait rendre attrayantes des séries statistiques, passer d'un carton d'archives à un autre, citer à bon escient tel ou tel voyageur, même obscur, et utiliser sa familiarité avec les langues locales pour nous transporter dans le golfe de Tadjoura « héros caché de ce livre » (p. 11). Il reproduit de nombreux documents officiels d'accès difficile et des gravures tirées d'ouvrages anciens de diffusion limitée. Toutefois, il faut déplorer que la légende des cartes de la Corne de l'Afrique et du Yémen (pp. 18, 50, 115, 164), par ailleurs remarquables par leur précision, sont dépourvues d'échelle et ne mentionnent jamais à quelle altitude correspondent les différentes plages de gris. Quand on sait l'importance de l'étagement bio-climatique de part et d'autre de la mer Rouge, on ne s'explique pas cet oubli. Le lecteur devra se reporter à son atlas pour combler cette lacune. On peut relever une bévue dans le texte qui signale l'intention des chambres de commerce italiennes de se lancer dans « une aventure ultramarine : leur assemblée générale insistait même auprès du gouvernement de Rome... » (p. 198). Or, Florence fut la capitale du royaume d'Italie de 1867 à 1871. La note n° 2 (p. 198) renvoie d'ailleurs à un document du ministère des Affaires étrangères en date du 16 avril 1870 qui précise

qu'il vient de Florence. Erreur de relecture, sans doute, qui n'entache en aucune façon la crédibilité de l'ouvrage. Notons, également, qu'un index aide à se repérer dans ce petit ouvrage, si dense.

- 2 Tout en faisant la biographie d'Abou-Bakr, M. Fontrier démêle, tout au long du xix^e siècle, les luttes d'influence autour du débouché de la mer Rouge, lac ottoman, ouverte au commerce international par le canal de Suez. Certes, la compétition pour l'héritage de « l'homme malade de l'Europe » n'atteignit jamais l'âpreté qu'elle connut dans les Balkans ou au Moyen-Orient, faute de pétrole, de Lieux saints... Mais parmi les prétendants à l'héritage, se trouvait un État africain, l'Égypte. L'auteur fait aussi d'Abou-Bakr l'un des pères fondateurs de la république de Djibouti qui ne serait pas seulement un « confetti d'Empire » (Guillebaud) découpé au gré des rapports de force entre les colonisateurs ou de leur fantaisie, de leurs caprices, de leurs foucades ou de l'incompétence de leurs représentants... M. Fontrier soutient, en conséquence, cette thèse originale qu'il appuie sur sa connaissance, jamais prise en défaut, des acteurs et des lieux. Cet ouvrage est une contribution au nouveau courant historiographique où les biographes replacent leur héros dans une époque et s'en servent pour en comprendre les enjeux.
- 3 Dans la première partie – 40 pages sur un total de 254 –, M. Fontrier propose une synthèse très précise de la situation politique, des routes commerciales et des échanges dans la Corne de l'Afrique au début du xix^e siècle. L'examen des routes du commerce permet à l'auteur de compléter la carte géopolitique de l'ensemble de la Corne. C'est une gageure car il n'est pas aisé de faire l'histoire de cette période confuse, la fin de la Zāmānā Mäsefent¹, où l'Éthiopie était divisée en plusieurs royaumes rivaux. Il montre la montée en puissance du Sud, le royaume du Choa sous le règne de Sahlä Sellasé, le grand-père de Menilek I^{er} qui restaura la puissance éthiopienne. On voit les Oromo et les Somali, « ceux du désert » (p. 24), pris entre la volonté des Choans d'accéder à la mer sans passer par le Nord, le Tegräy, les ambitions égyptiennes en mer Rouge et la rivalité franco-anglaise. Il aborde sans détour la question du trafic des esclaves qui, cinquante ans après la mort d'Abou-Bakr, sévissait toujours en mer Rouge² comme le révéla J. Kessel alors que Britanniques et Français avaient pris le contrôle des littoraux africains et asiatiques. « Depuis fort longtemps, les Afar qui opèrent au détriment des populations des plateaux d'Éthiopie, du Harär et des Arusi se sont fait de la traite des esclaves une lucrative spécialité. Oromo et Guragé passent sans conteste pour leurs meilleures marchandises » (p. 51). Par ces deux phrases, M. Fontrier rappelle l'un des clivages fondamentaux, parfois oublié, qui traverse les peuples de la Corne. Il dresse aussi une géographie des réseaux de la traite des hautes et des basses terres qui s'articulent dans des marchés, sis à mi-pente, comme Bati, au Wällo, ou Aleyyu Amba, au Choa. Ces deux emporiums demeurent, toujours de nos jours, de grands marchés même après la disparition de la traite. Croisant des documents de sources variées, l'auteur retrace les étapes des caravanes d'esclaves jusqu'à l'enclos muré dont il « subsiste encore quelques vestiges à Tadjoura » (note 1, p. 57). Ces chapitres contribuent à la connaissance de la traite orientale beaucoup moins étudiée que la traite atlantique.
- 4 Le contact entre les Européens et ce commerce particulier s'est noué dans la Corne dans le port de Zeylah (Seylac en somali), proche des hautes terres du Harär et en face d'Aden occupés par les Britanniques en 1839. Cette ville dépendait du pacha ottoman du Yémen qui affermais les impôts dus à la Sublime Porte à des riches marchands.

Abou-Bakr était le fils d'un de ces importants marchands afar qui sut, à force de diplomatie et d'intrigues, jouer un équilibre subtil entre les Turcs et les Égyptiens en se faisant l'intermédiaire obligé des intérêts rivaux des Anglais et des Français. Il évinça de la ferme des impôts un riche commerçant Ali (Cali) Sharmaake, premier pas d'une ascension qui le conduisit au titre de pacha. Rouage de l'administration ottomane et en même temps protégé français, il avait obtenu l'appui de la France qui recherchait les meurtriers de son ami, le consul H. Lambert. Ce dernier, frère d'un planteur mauricien, était en quête de bras pour les Mascareignes privées de main-d'œuvre servile. En effet, les Européens désiraient puiser dans ce « réservoir humain » comme ils le firent en Inde ou en Chine. Certes, ces Africains avaient des contrats mais un capitaine débarqua à la Réunion des travailleurs malades qu'il savait atteints du choléra : finalement ces projets échouèrent (pp. 85-86). À la suite du règlement de l'affaire Lambert, la France s'installa non point à Zeylah, mais à Obock de l'autre côté du golfe de Tadjoura, au départ des routes conduisant, par l'Awsa, en territoire afar, au Choa. Abou-Bakr, protégé de la France, préféra avoir un golfe entre ses affaires et son protecteur.

- 5 Jusqu'à sa mort, en 1885, le pacha-commerçant-trafiquant demeura l'homme-clé de la région. Face aux hésitations des autorités françaises qui ne prirent vraiment possession d'Obock qu'en 1884-1885³, il sut ménager les Turcs et resta le maître de Zeylah. En 1875, il aida l'expédition égyptienne partie à la conquête de l'émirat de Harär, mais, la même année, il ne dissuada en rien Münzinger pacha, un Suisse, au service de l'Égypte, de rejoindre le Choa. En route, ce dernier fut attaqué et tué par les Afar de l'Awsa. En 1885, Abou-Bakr qui avait signé un traité secret de protectorat avec la France organisa l'évacuation des Égyptiens de Harär. Après avoir, par tous les moyens, éliminé la concurrence des trafiquants français à Obock, il s'était résigné à accepter cette tutelle pour se protéger des appétits européens. Cet intérêt renouvelé pour la région découlait naturellement de l'ouverture du canal de Suez mais aussi des besoins d'armement de Menilek engagé dans la conquête de la Grande Éthiopie. En effet, les Britanniques afin, officiellement, de contrôler le trafic des armes, lorgnaient vers Zeylah et Tadjoura alors que les Italiens, à Asäb depuis 1869, cherchaient à gagner le Choa par l'Awsa. Cependant, le vieux pacha n'avait pas compris que les Européens s'étaient décidés à se partager le continent et n'avaient plus besoin d'intermédiaires. Arrêté, le 14 septembre 1885, par les Britanniques, il tenta, en révélant le contenu du traité secret, d'obtenir l'appui de la France. Libéré, mais vieilli et brisé par l'épreuve, il mourut le 8 décembre 1885. Il ne savait pas que la même année, à la suite de la conférence de Berlin, des pourparlers avaient été ouverts pour aboutir, en 1888, à un partage de la côte. La Grande-Bretagne annexa Zeylah au Somaliland et la France, en échange, reçut le golfe de Tadjoura. Lagarde, gouverneur de la Côte française des Somalis, en transféra le chef-lieu à Djibouti. Ayant gagné l'amitié de Menilek qui, en 1887, avait conquis Harär, il fit de Djibouti le débouché de l'Éthiopie aux dépens de Zeylah. Était venu le temps des États, des soldats, des administrateurs et des ingénieurs, en un mot des professionnels ; l'époque des aventuriers, explorateurs, voyageurs, trafiquants, commerçants, consuls, missionnaires, plus ou moins défroqués, était révolue.
- 6 Dans une courte partie (pp. 242-243), M. Fontrier évoque « Les héritiers – le clan ôbakarto » : la postérité d'Abou-Bakr qui eut onze fils. Son quatrième fils fut un poète afar qui s'installa à Ére en Éthiopie. Son deuxième fils, Mahammad, reçut de Menilek le titre de *näggadras* (chef des marchands) et son fils, Mahammad Abou-Bakr, eut une fille, Fâtuma qui épousa ledj Iyasu, le successeur non couronné de Menilek. De cette union naquit Menilek Iyasu (1917-1974) qui vécut et mourut à Tadjoura⁴. Bourhan, le septième

fil d'Abou-Bakr, de mère somali, fut le premier chef du village de Djibouti, son fils Aref, fut chef de quartier et le fils d'Aref, Ali Aref Bourhan, en 1967, le premier président du gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas (tfai). Fondateur de la république de Djibouti, Abou-Bakr le fut par sa descendance. Une dernière remarque s'impose à propos de l'histoire récente. Peu avant l'indépendance de Djibouti, Ali Aref se rapprocha d'Ali Mirah Anfare, le « sultan » d'Awsa, en Éthiopie, dans le but, disait-on, de former la Grande Afarie avec les Afar d'Éthiopie. À l'époque, cette tentative d'un homme politique désavoué par l'opinion ne fut pas prise au sérieux. Quand on constate la présence de la postérité d'Abou-Bakr en Éthiopie (Dirré Dawa) et à Djibouti, ainsi que ses liens à la famille royale éthiopienne, on est amené à revenir sur ce jugement hâtif.

- 7 Petit livre, certes, mais qui, l'air de rien, est plaisant à lire, et remet en question bien des idées reçues sur l'histoire de la Corne de l'Éthiopie.

NOTES

1.. L'ère des Princes – d'après la Bible, le « temps des Juges » où Israël était divisé en principautés rivales – désigne la période de déclin du royaume de Gondär qui s'étend de 1769 à 1855 : date de couronnement du *negus* Téwodros II.

2.. Rouaud Alain, *Le Negus contre l'esclavage. Les édits abolitionnistes du ras Täfäri*, Paris, Aresæ, 1997.

3.. En route pour l'Indochine, la flotte française n'avait pas été autorisée à se ravitailler en charbon à Aden et elle avait dû prévoir d'installer un dépôt dans le golfe de Tadjoura.

4.. Il fut donc citoyen français.